

Etat d'avancement du programme MicroSave-Africa

BIM n° 71 - du 23 mai 2000
Karin BARLET

Nous vous proposons en septembre dernier une présentation de l'initiative MicroSave-Africa, agence fondée et financée par le PNUD et DFID à la suite d'une conférence sur « l'épargne dans le contexte de la microfinance » en Ouganda au début de l'année 1998. Deux ans et quelques mois plus tard, qu'en est-il ? Voici une synthèse de l'état d'avancement du programme, fondée sur le dernier rapport trimestriel MicroSave-Africa de mars 2000.

Rappel des objectifs

But de l'initiative :

Développer des services d'épargne sûrs et de qualité pour les pauvres

Objectif immédiat :

Mettre au point un programme pérenne visant à renforcer les capacités des IMF cherchant à proposer des services d'épargne sûrs et de qualité aux pauvres.

Résultats :

1. amélioration de la connaissance et de la compréhension des questions liées à l'épargne chez les principaux acteurs
2. renforcement des capacités de 5 IMF sélectionnées en Afrique de l'Est en matière de prestation de services d'épargne sûrs et de qualité pour les pauvres
3. renforcement des capacités des prestataires de service locaux proposant assistance technique et formation dans les domaines de l'évaluation institutionnelle, la propriété, la gouvernance, la gestion et le développement de produits d'épargne
4. mise en place d'un programme consécutif conçu et approuvé par tous les acteurs clés

Elargissement de mandat

Deux facteurs ont poussé MicroSave-Africa à élargir son mandat :

- Les réglementations des Banques centrales interdisent à la plupart des IMF de collecter les dépôts d'épargne,
- la majorité des IMF en Afrique de l'Est ne proposent qu'un seul produit (de crédit), souvent inspiré de systèmes éloignés d'un point de vue contextuel et mal adaptés

MicroSave-Africa a donc décidé d'élargir son terrain d'action et d'apporter un appui aux IMF cherchant à :

- > mieux comprendre les perspectives et besoins de leurs clients
- > identifier et développer des produits réellement adaptés aux clients (notamment produits de crédit, d'épargne et d'assurance)

Synthèse de l'état d'avancement

Les trois axes principaux du programme MicroSave-Africa sont la recherche-action, la réalisation d'études et la formation et mise au point d'outils.

■ Programme de recherche-action

A l'origine, MicroSave-Africa avait sélectionné 6 partenaires locaux pour son programme de recherche-action visant à développer des produits d'épargne et à les tester dans le cadre de projets pilotes. Actuellement, le programme ne travaille en Afrique de l'Est qu'avec trois d'entre eux :

- > Kenya Post Office Savings Bank (KPOSB), au Kenya
- > Tanzania Postal Bank (TPB), en Tanzanie
- > K-Rep, au Kenya

Le travail mené avec la Kilimanjaro Co-operative Bank a en effet été stoppé du fait de changements au sein de l'institution qui ont conduit au départ de la plupart des employés formés par MicroSave-Africa. Par ailleurs, la collaboration avec deux caisses villageoises autogérées en Ouganda a été suspendue en attendant que les efforts des caisses visant à améliorer la qualité de leurs portefeuilles de crédits et de leurs systèmes de gouvernance portent leurs fruits. De même, MicroSave-Africa a suspendu sa collaboration avec l'Ibanda Small Scale Industrialists' Association (ISSIA) en attendant le redressement de la situation d'impayés.

- > La Tanzanian Postal Bank a lancé la phase pilote d'expérimentation de son compte « Domicile » conçu pour mobiliser largement l'épargne à Arusha. Deux responsables de MicroSave-Africa ont consacré du temps à étudier le déroulement de la phase pilote et à formuler des recommandations d'amélioration. D'autres partenaires en phase pilote seront ainsi examinés et ces études formeront la base du prochain outil de MicroSave-Africa « A Tool Kit for Conducting and Monitoring Pilot Tests for MFIs ».
- > Un consultant MicroSave-Africa a également travaillé avec la Kenya Post Office Savings Bank pour projeter les coûts associés au compte « Bidii » conçu pour répondre aux besoins des épargnants très pauvres et encourager une forte mobilisation de l'épargne. Ce travail a servi de support pratique pour la mise au point d'un tableur de projection des coûts et de la rentabilité de nouveaux produits d'épargne. La phase pilote du compte « Bidii » commencera après réalisation du processus de planification.

- > Enfin MicroSave-Africa a proposé à K-Rep de documenter et d'analyser son expérience, au moment où l'ONG-IMF de crédit s'apprête à devenir une banque. Ce travail permettrait aux autres IMF évoluant vers le statut de banque de mieux comprendre les difficultés et enjeux associés à ce processus de transformation. K-Rep réfléchit à cette proposition.

Schéma linéaire synthétique de l'état d'avancement du programme de recherche-action :

Sélection d'organisations partenaires ⇒ **Etude de marché (Qualitative/ Développement de concepts/ Quantitative)** ⇒ **Développement de Concept** ⇒ **Préparation du lancement** ⇒ **Marketing de produit** ⇒ **Phase pilote des nouveaux produits** ⇒ **Suivi (coûts/revenus/personnel/systèmes/liquidité)**

Légende :

En gras : activités réalisées

Souligné : activités en cours

En italique : activités prévues

■ Programme d'études sur l'épargne

MicroSave-Africa a terminé une première série d'études, dont les rapports sont désormais disponibles, en anglais pour la plupart :

- > *Reviving Postal Savings Banks in East Africa* (« Relancer les caisses d'épargne postales en Afrique de l'Est »), de Hugues Kamewe et Ian Radcliffe de The World Savings Bank Institute
- > *Savings and The Poor: The Methods, Use and Impact of Savings Amongst the Poor in East Africa* (« Les pauvres et l'épargne : méthodes, emploi et impact de l'épargne des pauvres en Afrique de l'Est »), de Stuart Rutherford
- > *Client Drop-outs (Exits) From East African MFIs* (« Les pertes de clients dans les IMF d'Afrique de l'Est »), de David Hulme
- > *The Role And Impact Of Savings Mobilization In West Africa: A Study Of The Informal And Intermediary Financial Sectors* (disponible également en français : « Etude sur le rôle et l'impact des services et produits d'épargne du secteur informel et des institutions de microfinance en Afrique de l'Ouest »), de Gilles Goldstein, Issa Barro, en collaboration avec Dominique Gentil
- > *Needs and Savings Services – An Infinite Variety* (« Besoins et services d'épargne – une infinie variété »), de Leonard Mutesasira
- > *A Critical Review of Savings Services In Africa And Elsewhere* (« Etude critique des services d'épargne en Afrique et ailleurs »), de Graham A.N. Wright
- > *Necessity as the Mother of Invention: How Poor People Protect Themselves Against Risk* (« La nécessité, mère de l'inventivité : comment les pauvres se protègent du risque »), de Graham A.N. Wright

Une étude qualitative intitulée « Vulnerability, Risks, Assets and Empowerment – The Impact of MicroFinance on Poverty Alleviation » a été réalisée par Graham A.N. Wright, Deborah Kasente, Germina Ssemwogerere et Leonard Mutesasira. Le rapport a été rédigé en vue de la préparation du Rapport sur le développement mondial 2001 sur le thème de la pauvreté.

Ces études sont disponibles gratuitement (résumé et texte intégral) sur le site du projet <http://www.undp.org/sum/> ou sur demande.

D'autres études sont actuellement en cours ou sont envisagées par le programme :

- > *Client Perspectives On Savings Services In West Africa* (« Services d'épargne en Afrique de l'Ouest : le point de vue des clients », en cours sur le terrain ; rapport prévu pour le deuxième trimestre 2000)
- > *A Comparative Study of Co-Operatives and Village Banks In West And East Africa* (« Etude comparative des coopératives et des caisses villageoises en Afrique de l'Est et de l'Ouest », premier draft)
- > *Introducing Savings Services : An Analysis of the Dynamics of Institutional Change in ASA* (« Introduction de services d'épargne : une analyse des dynamiques de changement institutionnel chez ASA », TDR détaillés définis)
- > *It's Expensive to be Poor : Losses Suffered by People Saving in the Informal Sector* (« Etre pauvre coûte cher : les pertes subies par les pauvres qui épargnent dans le secteur informel », en cours sur le terrain)
- > *Case studies of Micro-Insurance Systems* (« Etudes de cas de systèmes de microassurance », TDR détaillés définis).

L'étude intitulée « It's Expensive to be Poor : Losses Suffered by People Saving in the Informal Sector » se propose d'examiner en détail les problèmes rencontrés par les pauvres lorsqu'ils sont obligés d'épargner dans le secteur informel. Elle a deux composantes : une étude quantitative actuellement en cours avec Research International (organisme de recherche privé) et une étude qualitative à grande échelle menée par MicroSave-Africa.

■ Programme de formation et de mise au point d'outils

Dans le cadre de ce programme, MicroSave-Africa :

- > a travaillé avec Research International pour mettre au point un programme d'enseignement sur les études de marché en microfinance (« Market Research for MicroFinance »).
- > a conçu un cours et un kit d'outils sur la tarification des produits d'épargne (« Costing/Pricing of Savings Products ») en collaboration avec Aclaim, puis amélioré ces outils sur la base des expériences des IMF les ayant utilisés. Le manuel est en cours de perfectionnement avec l'aide du CGAP.
- > a mis au point avec l'aide d'Aclaim un programme de formation sur la transformation institutionnelle et la formation du personnel dans les IMF proposant des services d'épargne, et dispensé cette formation au sein des institutions KPOSB, TPB et K-Rep.
- > a conçu un ensemble d'outils d'aide à la réalisation et au suivi de phases pilotes pour les IMF (« A Tool Kit for Conducting and Monitoring Pilot Tests for MFIs »).
- > travaille avec le Centre de microfinance à Kampala pour mettre au point deux formations sur les thèmes « Ownership, Governance and Management of MFIs ».

Le profil de MicroSave-Africa a considérablement évolué au cours des douze derniers mois. Par ailleurs, le secteur de la microfinance se concentre de plus en plus sur la compréhension des risques des clients, de leurs besoins et opportunités, autrement dit on assiste à une évolu-

tion d'une approche centrée sur l'offre à une approche centrée sur la demande. Ces deux facteurs ont fait que le personnel du programme s'est trouvé surchargé et a eu du mal à répondre à toutes les demandes dans les temps. Le rapport s'achève sur la constatation que l'équipe a aujourd'hui grand besoin d'être renforcée.

MicroSave-Africa

A UNDP/DFID Initiative

Centre for Microfinance, PO Box 24204, Plot 21 Kawalya Kaggwa Close, Kololo, Kampala, Uganda.

Tel. 256 (0)41 347481-3 ou 349911 Fax. 256 (0)41 347635 Email. Msa@infocom.co.ug

Website <http://www.undp.org/sum>

Annexe (résumés téléchargés sur le site du projet)

Etude sur le rôle et l'impact des services et produits d'épargne du secteur informel et des institutions de microfinance en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Mali et Togo

Par Gilles GOLDSTEIN (IRAM), Issa BARRO (DCEG), en collaboration avec Dominique GENTIL (IRAM), Février - Mars 1999

Résumé du tome 1 : rapport de synthèse

Introduction

L'étude avait pour objectifs de comprendre comment les pauvres épargnent en Afrique de l'Ouest et à partir de l'analyse des services et produits d'épargne offerts aux populations concernées, de voir comment les institutions de microfinance mais aussi les systèmes du secteur informel, répondent à cette question.

Ce travail s'inscrit dans la dynamique engagé par le PNUD et le Département pour le Développement International (Dfid) d'œuvrer ensemble à la promotion des services d'épargne pour les pauvres en Afrique par l'intermédiaire d'un projet dénommé MicroSave - Africa.

Afin d'avoir des éléments de comparaison sur les stratégies de mobilisation de la micro-épargne dans les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, SUM (Special Unit for Microfinance) a décidé de conduire les mêmes études de base en Afrique de l'Est à travers MSA / East Africa et en Afrique de l'Ouest à travers MSA / West Africa.

Cette étude, qui s'est déroulée du 7 février au 10 mars 1999, devait permettre de réaliser une étude comparative sur les pratiques d'épargne en Afrique de l'Ouest. A cet effet, 4 pays de la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) ont été retenus (Bénin, Burkina Faso, Mali et Togo), un pays anglophone (Ghana) et un pays en dehors de la zone franc (Guinée).

Les enseignements du secteur informel

Contrairement aux idées reçues, le secteur autonome de l'Afrique de l'ouest fait preuve d'un très grand dynamisme en matière de mobilisation de l'épargne. Celle-ci ne sert pas seulement à des opérations familiales ou sociales mais satisfait également des besoins liés à des activités économiques.

La finance autonome est un excellent révélateur d'un grand besoin d'épargne, de l'imbrication de celle-ci avec d'autres fonctions économiques (investissement, crédit, assurance) et sociales (confiance, convivialité, proximité,...) et des modalités spécifiques de sa mobilisation. Son adaptation et sa diversité permettent d'atteindre une large gamme de public et de répondre à des motivations multiples. Malgré sa réussite le secteur autonome a cependant des moyens limités et souvent des coûts et des risques élevés.

Ceci rend d'autant plus nécessaire le développement d'un secteur intermédiaire, qui s'adresse, pour l'essentiel au même public, mais qui vient compléter et amplifier les services financiers demandés, en principe à moindre coût et à moindre risque.

L'analyse comparative des systèmes financiers décentralisés

Des principales évolutions constatées au cours de ces dernières années, quelques idées-forces se dégagent.

- L'épargne continue à croître à un rythme très rapide dans les réseaux de Coopec. Il est presque toujours supérieur à 20% par an pour les plus anciens (20 ans) et de l'ordre de 30 à 40% pour ceux de moins de dix ans. Mais cette croissance est plus extensive (c'est le nombre d'épargnants qui augmente) qu'intensive (l'épargne moyenne par membre n'augmente que faiblement).
- Grâce à des innovations en termes de produits (comme le tout petit crédit aux femmes de la FECECAM) ou en terme d'organisation (4ème dimension au Burkina) ces réseaux étendent leur sociétariat. L'épargne préalable n'est plus un dogme, ce qui permet d'atteindre un nombre croissant de femmes.
- Au delà des Coopec, tous les autres réseaux s'intéressent d'une manière croissante à l'épargne. Dans les zones peu développées ou avec des populations urbaines ou rurales à faibles revenus, l'épargne est la ressource essentielle, même si elle est complétée par des refinancements.
- Même dans les réseaux qui ont démarré par le crédit et qui ont une clientèle majoritairement féminine, la collecte de l'épargne volontaire ou par prélèvement sur le crédit, s'intensifie.

L'épargne apparaît donc de moins en moins comme une fonction réservée aux couches moyennes et aux hommes.

Les produits et les services d'épargne

Les principaux produits et services d'épargne offerts par les réseaux en Afrique de l'Ouest semblent avoir été généralement guidés par les besoins des populations cibles soucieuses avant tout de mettre leurs économies dans un lieu sûr et de pouvoir les retirer, partiellement ou en totalité, dès qu'elles le désirent. Ce sont des produits peu sophistiqués et bien adaptés au contexte socioculturel des zones d'implantation caractérisées par un faible niveau de scolarisation et de faibles revenus.

Les réseaux ont très peu diversifié leurs produits d'épargne, mais cela ne semble pas avoir limité pour autant leur capacité de mobilisation de l'épargne, celle-ci s'étant accrue au cours des dix dernières années. Ainsi, il semble que les quelques produits actuels soient suffisants pour la grande majorité des sociétaires. Mais le financement des crédits à moyen terme va

exiger maintenant la création de nouveaux produits d'épargne longue, qui intéresseront sans doute davantage les nouveaux usagers plutôt que les sociétaires.

Les facteurs explicatifs du développement de l'épargne

La motivation essentielle de l'épargne reste, dans tous les réseaux, l'accès au crédit, même si d'autres motivations (sécurité, précaution,...) existent.

Les volumes d'épargne collectée tiennent beaucoup au type de clientèle des réseaux (urbaines ou rurales, absence ou présence de fonctionnaires et de gros commerçants, particularité du public féminin, zone d'implantation) mais aussi à la politique de crédit, au climat de confiance et à la possibilité d'accès à un refinancement. Le taux de rémunération de l'épargne semble, pour le moment, rester un facteur secondaire.

Des stratégies d'incitation et de développement de l'épargne commencent à se mettre en place mais reposent davantage sur une extension de nombre de caisses et de membres que sur des nouveaux produits ou des alliances avec le secteur autonome.

Le rôle et l'impact de l'épargne

Les stratégies d'épargne des hommes et des femmes sont très différentes. Les femmes utilisent à la fois le secteur intermédiaire et le secteur autonome et arbitrent à tout moment entre besoins de consommation, besoins sociaux et activités économiques.

Outre son intérêt économique pour les bénéficiaires, l'épargne joue un rôle décisif pour l'institutionnalisation des systèmes, en leur fournissant des ressources autonomes à moindre coût.

Contrairement aux idées reçues, l'épargne avec les nouvelles pratiques actuelles, n'est plus un frein à l'accès aux SFD. Grâce à un effet de levier, elle donne accès au crédit pour développer les activités économiques des sociétaires/clients. Elle permet également de mieux faire face aux risques. Cependant certaines catégories sociales, comme les hommes pauvres, ont beaucoup de difficultés, pour le moment, à accéder aux SFD.

Les recommandations et les propositions pour de nouveaux produits

Même si, jusqu'à présent, du fait de la croissance forte et spontanée de l'épargne dans tous les réseaux, il n'était pas indispensable d'avoir une stratégie précise de mobilisation, cette situation est en train de changer, notamment du fait d'une concurrence accrue entre les différents acteurs des systèmes financiers décentralisés.

Inventer de nouveaux produits et développer des alliances avec le secteur autonome et le secteur bancaire sont des voies à explorer. Par ailleurs, l'amélioration des systèmes d'observation et d'études, devrait permettre d'affiner les stratégies et d'en suivre les effets.

Conclusion

De cette analyse rapide menée auprès des principaux systèmes financiers décentralisés de six pays de l'Afrique de l'Ouest, quelques tendances fortes semblent se dégager de l'évolution de ces dernières années.

- Les systèmes bancaires continuent, sauf rares exceptions, à être extrêmement concentrés dans les capitales et les grandes villes secondaires et à être sélectifs sur la clientèle. Dans la majorité des cas, plus de 90 % de la population sont exclues des banques.
- Le secteur auto-

nome/informel est toujours aussi vivace et l'immense majorité de la population y a recours. C'est un excellent révélateur de la demande réelle et des normes économiques et sociales appropriées. Malgré son adaptabilité et son inventivité, ses moyens restent relativement limités et ses services souvent coûteux et parfois risqués. •Le secteur intermédiaire des systèmes financiers décentralisés (SFD) ou de la microfinance se développe et se diversifie. En renonçant, dans certains cas, à l'épargne préalable et en créant de nouveaux produits ou d'autres formes d'organisations, ils arrivent à atteindre une part croissante du public féminin. •Les autres types de SFD mobilisent de l'épargne locale et la complètent par un refinancement externe ou utilisent au départ des lignes de crédit mais développent de l'épargne concomitante. La croissance est également soutenue dans ces deux autres types de systèmes. •Alors que les produits de crédit sont relativement diversifiés, les produits d'épargne, volontaires ou plus ou moins obligatoires, sont peu nombreux et peu sophistiqués. Les dépôts à vue restent prédominants. La législation PARMEC entraîne cependant une réflexion et un début d'expérimentation sur l'épargne longue.

•La motivation essentielle de l'épargne est l'accès au crédit. Les volumes dépendent beaucoup des catégories sociales et des zones concernées. Le taux de rémunération reste, pour le moment, un facteur explicatif secondaire. •Avec les formes diversifiées de collecte de l'épargne, celle-ci ne constitue plus un obstacle pour les populations « pauvres » d'accéder aux SFD. L'épargne, même minime au départ, permet aux pauvres d'avoir accès au crédit, à une masse d'argent critique nécessaire à la création ou à la consolidation d'activités génératrices de revenus et à la limitation de leurs dépendances externes. •Un effort important reste à faire pour développer de nouveaux produits, passer de nouvelles alliances avec le secteur autonome et avec le système bancaire et mieux comprendre les pratiques de l'épargne selon les catégories sociales.

La majorité des pays d'Afrique de l'Ouest connaît une certaine stabilité monétaire et a une longue tradition de mobilisation de l'épargne. Avec les innovations récentes des anciens réseaux et avec les nouvelles approches n'exigeant pas une couverture totale des crédits par l'épargne, les nouvelles institutions financières peuvent atteindre les différentes catégories sociales, même celles à revenu limité.

Outre son intérêt économique, travailler avec l'épargne des membres, usagers ou bénéficiaires permet à ceux-ci de maîtriser, au moins partiellement, leurs institutions financières et de veiller à l'adaptation des produits et services selon leurs propres critères. Le refinancement, par le secteur bancaire ou par des financements extérieurs, se fait sous une forme contractuelle et non par une imposition des normes de "ceux qui viennent avec l'argent". Et le pouvoir de décision reste sous le contrôle des "usagers" et non des apporteurs de capitaux qui voient parfois dans la microfinance une occasion de réaliser avant tout des profits.

Mais ces avantages ont aussi leurs limites et leurs revers : rôle trop important des sociétaires conduisant à des politiques hasardeuses de crédit, difficultés de faire face aux impayés, manque de rigueur de gestion, difficultés de prendre à temps les décisions douloureuses, conflits entre sociétaires et techniciens,... Les crises de certains systèmes au Burkina Faso (UCECB) et en Guinée (Crédit Mutuel) et les difficultés rencontrées actuellement par certains réseaux anciens montrent qu'il n'est pas suffisant, pour être efficace, de travailler avec les propres ressources de la population et d'avoir une approche mutualiste.

Résumé du tome 2 - Description des systèmes financiers décentralisés visités lors de la mission

Sommaire

BENIN

- > Présentation du secteur de la microfinance
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de la FECECAM
- > Le dispositif d'épargne et de crédit du PASSEF
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de la FENACREP
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de CBEDIBA
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de la Tontine 71-96

BURKINA FASO

- > Présentation du secteur de la microfinance
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de RCPB
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de LINKAGE
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de FAARF

GHANA

- > Présentation du secteur de la microfinance
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de WWBG
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de CITI SAVINGS & LOANS
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de AJUMAKO ENYAN ESSEM

GUINEE

- > Présentation du secteur de la microfinance
- > Le dispositif d'épargne et de crédit du Crédit Mutuel de Guinée
- > Le dispositif d'épargne et de crédit du Crédit Rural de Guinée
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de YETE MALI

MALI

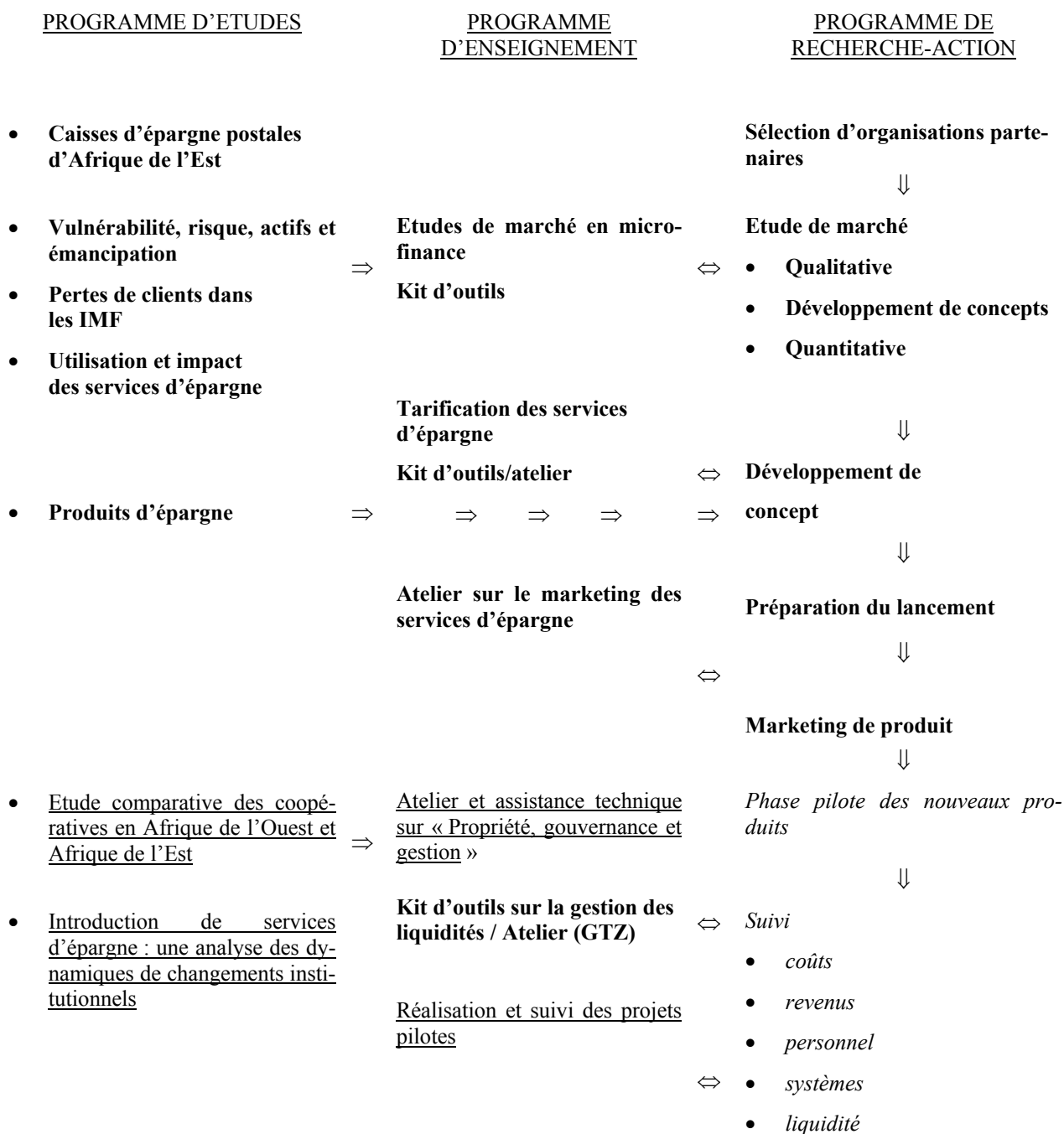
- > Présentation du secteur de la microfinance
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de Kondo Jigima
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de Nyésigiso
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de MISELI
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de CANEF

TOGO

- > Présentation du secteur de la microfinance

- > Le dispositif d'épargne et de crédit de la FUCEC
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de WAGES
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de SYNORSEC
- > Le dispositif d'épargne et de crédit de SOCODEVI

Diagramme synthétique de l'état d'avancement du programme au 31 mars 2000



Légende :

En gras : activités réalisées

Souligné : activités en cours

En italique : activités prévues